

Samedi 10 octobre 2020 à la Maison des Acteurs du Paris durable

QUEL PARIS VIVABLE POUR LE 21^E SIÈCLE ?

SANTÉ ENVIRONNEMENTALE : DIAGNOSTICS ET PROPOSITIONS

*Santé et urbanisme Nature et dédensification
Mobilités apaisées Démocratie et dialogue*



- Rappel du programme

9h30 **Accueil et introduction**

10h-12h30 **Table ronde animée par Pierre Gilbert, journaliste**

Face au dérèglement climatique et à l'aggravation des risques sanitaires, comment imaginons nous la ville de demain?

Avec

- **Dominique Bourg**, philosophe
- **Jacqueline Lorthiois** socio-économiste
- **Albert Levy** Réseau Environnement Santé
- **Alexandre Florentin**, conseiller de Paris, délégué à la résilience et aux enjeux climatiques, conseiller municipal Paris 13ème.

13h-14h Repas libre à l'extérieur

14h-16h Travaux en ateliers

Construire des propositions pour un Paris vivable.

- **Atelier 1 : Santé et urbanisme**

Animation : Albert Levy et Tangi Le Dantec

- **Atelier 2 : Nature et dédensification**

Animation : Yves Jouanique FNE Paris et Isabelle Madesclaire

- **Atelier 3 : Mobilités apaisées**

Animation: Anne Faure Rue de l'avenir et collectif d'associations mobilités

- **Atelier 4 : Démocratie et dialogue**

Animation : Jean Claude Boual Collectif des associations citoyennes

16 h30-17h Synthèse des propositions

- **Compte rendu de la journée**

• **Introduction par les 4 associations organisatrices de la journée.**

Anne Faure	Rue de l'avenir
Albert Levy	Réseau Environnement Santé
Jean Claude Boual	Collectif des associations citoyennes
Yves Jouanique	FNE Paris

Le message:

- Les mobilités et l'espace public sont en lien étroit avec la thématique de la santé et constituent une donnée essentielle pour le futur PLU bioclimatique;
- Le changement climatique, les ilots de chaleur urbaine, la densification de la ville impactent fortement la santé des habitants.
- la conférence citoyenne et la révision du PLU doivent être l'occasion de sanctuariser la nature dans la ville et de diminuer la densité des constructions.
- L'état d'urgence sanitaire pose la question des libertés, notamment associatives, il est important de finaliser la charte d'engagement réciproque liant la ville de Paris avec les associations et de mettre en place le conseil parisien des associations.

- **TABLE RONDE: « Face au dérèglement climatique et à l'aggravation des risques sanitaires, comment imaginons nous la ville de demain? »**

Animation par Pierre Gilbert, journaliste (créateur du media en ligne "Le vent se lève", auteur du livre « Géomimétisme. Réguler le changement climatique grâce à la nature. », membre de l'Institut Rousseau avec Gaël Giraud)

Les invités sont appelés à intervenir sur le diagnostic et sur les propositions.

Le diagnostic

*Question à **Dominique Bourg**,(par visio-conférence depuis Lausanne): vous êtes un philosophe du climat, vous voyagez beaucoup, pensez-vous que les villes mondes, les grandes mégapoles comme Paris, sont prêtes à s'adapter ? Peuvent-elles être motrices selon vous, ou bien la puissance publique doit elle pousser ces villes, parfois sécessionnistes dans la mondialisation, à refaire corps avec le territoire ?*

Le défi pour les villes est l'accélération du réchauffement climatique. + 2 degré en 2040 avec un effet très destructeur pour la nature, si on ne fait rien Paris ville très minérale, 5ème ville plus dense au monde ne sera plus vivable dans les deux décennies à venir; les villes concentrent tous les risques pour la santé. Que faire? débétonner, dédensifier, créer des îlots de fraîcheur avec des forêts urbaines; les villes peuvent changer de modes de consommation, la ville peut impulser un changement des modes de vie.

*Question à **Jacqueline Lorthiois** socio-économiste : On observe que Paris est une ville de plus en plus inégalitaire, de plus en plus tournée vers l'activité économique et moins vers la vivabilité. Quelle dynamique urbaine régit Paris ces dernières années ? Quels sont les marqueurs qui vous font dire qu'on vit moins bien à Paris qu'avant ? A contrario, qu'est-ce qui s'est amélioré ?*

Paris est une machine à produire de la richesse économique, et non à vivre ensemble. On note une aggravation des inégalités que la COVID a aussi mis en évidence. 59% des richesses de la capitale sont produites par 1.100.000 actifs venus de banlieue (sur 1.800.000 emplois localisés à Paris), à comparer à 737.000 parisiens travaillant sur place. A l'inverse, les 6 arrondissements de Paris du Quartier Central des Affaires¹ concentrent

¹ 1er, 2ème, 8ème, 9ème, 16 et 17 ème arrondissements.

640.000 emplois, (bien plus que La Défense, 350 000) et poursuivent leur développement (+ 18 000 emplois de 2013 à 2016). Paris accumule toujours plus de m2 pour augmenter l'offre de bureaux, tandis que les « premiers de corvée » vivent en banlieue et subissent la double peine. Ils cumulent les risques économiques et sanitaires, empruntent des transports bondés : ils vivent dans des cités dortoirs, où des petits commerces et de l'artisanat, des services de proximité ne peuvent guère fonctionner.

(voir en PJ le graphique projeté)

*Question à **Albert Levy** architecte et urbaniste, membre du Réseau Environnement Santé : j'aimerais que l'on parle des grands risques sanitaires liés à l'environnement (climat/pollution) que connaît Paris. Lesquels identifiez-vous ?*

Trois grandes crises, qui se croisent, constituent les risques sanitaires majeurs aujourd'hui : 1) la pandémie actuelle liée au coronavirus qui est comme on sait une zoonose due aux atteintes à la biodiversité et on mesure aujourd'hui son impact en France et dans le monde ; 2) l'explosion des maladies chroniques liées à l'empoisonnement chimique de notre environnement, à l'alimentation ultratransformée, aux pesticides massivement employés dans l'agriculture, aux perturbateurs endocriniens partout présents, à la pollution de l'air (dioxyde d'azote, particules fines...) due au trafic.., elles représentent de nos jours les premières causes de morbidité et de mortalité dans le monde ; 3) les effets pathogènes liées au dérèglement climatique (effets directs en lien avec les canicules, grands froids, inondations, tempêtes, incendies.. et effets indirects en lien avec les maladies vectorielles, maladies allergiques engendrées..).

Les villes par leur forte densité et minéralité excessive (faible ratio de végétation par habitant), comme Paris, génèrent des ilots de chaleur urbains où les activités contribuent à plus de 20 % à ces ICU avec leurs effets pathologiques délétères, comme durant la canicule de 2003.

Ces trois pandémies sont en relation entre elles (comorbidité) et soulèvent les problèmes de la santé environnementale, elles montrent comment l'état de l'environnement détermine notre santé et qu'il faut prioritairement agir dessus (« la santé c'est plus que l'hôpital »). La pandémie actuelle du Covid19 pose en particulier le problème de savoir comment interviennent la densité, la promiscuité, les inégalités socioéconomiques dans la diffusion de la contagion et son impact. La métropolisation et la mondialisation sont également questionnées dans la large propagation et rapide expansion du virus et ses conséquences sur le plan social et économique, révélant la fragilité et vulnérabilité du système économique mondial. La crise climatique exige une réorientation de l'urbanisme dans une double action :

atténuation des émissions de CO2 pour aller vers une ville décarbonée dans tous les secteurs urbains, et adaptation au réchauffement climatique inéluctable, car la crise climatique est mondiale et la solution ne pourra être que mondiale, par une baisse de la densité construite pour plus de végétation et de nature dans la ville, aller vers une ville renaturée avec des îlots de fraîcheur.(voir 10 mesures sur PP en annexe)

(voir en PJ le power point projeté)

*Question à **Alexandre Florentin**, conseiller de Paris, délégué à la résilience et aux enjeux climatiques, conseiller municipal de Paris 13ème: Avant d'aborder les projets que vous allez porter, partagez-vous ce constat ? Avez-vous anticipé les mêmes risques ? en voyez-vous d'autres ?*

Nouvel élu entré récemment en politique après avoir travaillé en bureau d'étude sur le carbone je suis co auteur d'un livre « Le climat change, et nous ? penser et agir aujourd'hui pour un demain ».

Je suis d'accord avec les constats de Dominique Bourg sur la décorélation ville bas carbone et changement climatique, il faut baisser les émissions de gaz à effet de serre mais l'inertie est forte, il faut donc changer très vite et fort les priorités pour adapter la ville sans amplifier les conséquences physiques. C'est le dernier mandat pour s'adapter de manière coordonnée et se poser à Paris les bonnes questions sur la végétalisation en cours, sur l'eau(stocker l'eau de pluie), sur l'électricité et agir vite et massivement. Les associations ont un rôle à jouer pour mettre la pression et agir notamment pour faire revoir certaines opérations d'aménagement.

les propositions

*Question à **Dominique Bourg**: On parle de vivabilité. Nous avons une idée précise de ce qu'il adviendra en terme de bouleversements climatiques en fonction de l'élévation des températures. Même si nous tenions une trajectoire +1.5°C, les conditions de vivabilité d'ici 10, 20, 30 ans vont changer. Comment définiriez-vous la vivabilité dans un monde en transition, mais de fait bouleversé ? Quels en sont les critères ?*

La première urgence c'est l'adaptation mais cela doit être une écologie sociale prenant en compte la solidarité car il faut réduire les émissions partout : 1% des plus riches produit 15 % des GES sur terre. On n'a rien fait depuis la COP 21, la frilosité des politiques sur le glyphosate, les néonicotinoïdes est grave, on a besoin d'une vraie rupture, le politique doit favoriser les innovations, les petits collectifs, les circuits courts, la ville doit accélérer les changements concrets pendant cette mandature

*Question à **Albert Levy**: vis-à-vis du panorama de risques que vous nous avez dressé, quelles sont les pistes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, à l'échelle d'une métropole comme Paris ?*

Il y a d'abord la question de la bonne échelle d'action en matière climatique : ce n'est pas Paris et ses 2 millions d'habitants, ni le Grand Paris avec ses 7 millions et quelques, mais la région avec ses 12 millions, le bassin d'emplois, où il faudrait agir. Il faut donc, pour ce faire, coordonner les actions et la planification entre la Ville, la MGP, la Région, et l'Etat : entre le SDRIF, le SCOT métropolitain et les PLU pour la mise en place de sauvegarde et renforcement des espaces de nature dans la région, création de corridor écologique, de trame verte et bleue, l'agriculture urbaine (voir le projet Carma sur les terres de Gonesse), lutter contre l'étalement urbain et aussi métropolitain, développer des systèmes de transports durables, les mobilités actives... Il y a ensuite une réflexion à avoir sur la métropolisation et les politiques qui l'encouragent (loi MAPTAM) qui doit être aussi menée : l'étalement métropolitain, les grands projets et les grands équipements très énergivores, sont à réviser à l'aune également de cette pandémie.

Pour l'atténuation, il faut baisser les émissions de GES dans tous les secteurs et prendre des mesures urbanistiques, sectorielles (habitat, tertiaire, transports, consommation, industrie...), encourager aussi les actions citoyennes en matière de consommation durable écoresponsable... Pour l'adaptation, il faut surtout, pour une ville comme Paris, en raison de ses particularités, de sa forme urbaine dense, comme je l'ai dit, lutter surtout contre l'îlot de chaleur urbain en révisant le PLU, ce que la Ville avec le PLU bioclimatique est en train de préparer je crois. Faire une ville renaturée, avec plus de végétation et espace vert, penser la ville post-carbone fonctionnant aux énergies renouvelables – à développer : un défi pour les urbanistes. Est-ce qu'ils s'investissent assez dessus ? Je ne le crois pas. Les vieilles pratiques se poursuivent et la menace est niée.

*Question à **Jacqueline Lorthiois** : Albert nous a parlé de prévention des risques climatiques. Sauf qu'une politique sanitaire complète ne peut miser que sur la prévention. Selon vous, quel système de soin correspondrait à un Paris idéal ? Dans quel état est-il d'ailleurs ce système sanitaire ? Est-il en l'état adapté aux enjeux des risques mentionnés, et de ceux d'une autre nature (pandémie, attentats...) ?*

La capacité du système sanitaire parisien a été posée, il n'y plus d'hôpital de plein exercice pour les 9 premiers arrondissements de Paris qui représentent 350 000 habitants (la taille de l'agglomération de Strasbourg). Ce qu'on appelle « Paris Centre » (regroupement des 4 premiers arrondissements) concentre un flux de travailleurs en transit et de touristes considérable :

- Premier pôle de transit d'Europe, station Châtelet-les Halles, 800.000 flux / jour ;
- Un des plus gros centres commerciaux : le Forum des Halles, 40 millions de visiteurs /an ;
- Le monument le plus visité d'Europe, Notre-Dame, 14 millions de visiteurs /an (évidemment avant incendie) ;
- Le Louvre, n°1 mondial des musées, avec 10 millions de visiteurs.

Paris ne peut pas raisonner comme si la ville était une île, elle est un énorme lieu d'accueil, pas seulement pour les touristes, mais aussi pour tous les travailleurs extérieurs qui font fonctionner ses activités. En cas d'attentats, de contaminations liées à des pandémies dans des lieux aussi fréquentés que ci-dessus, Paris porte une lourde responsabilité de conserver une offre à la mesure des risques encourus.

Le cas de la vente de l'Hôtel-Dieu côté parvis de Notre-Dame est emblématique d'une vision « intra-muros » réductrice. L'équipement a été réduit à la portion congrue pour servir de vitrine à des opérations de tourisme et d'hôtellerie de luxe. Il constitue un contre-exemple, comme le sont les grands projets inutiles tels que les aménagements liés aux JO, la transformation de la Gare du Nord en centre commercial, les projets de densification bureaux/logements autour des gares du Grand-Paris-Express., Ce que nous voulons c'est une ville cohérente, résiliente, de proximité, ouverte sur la banlieue et partageant ses richesses, à l'opposé de cette capitale des inégalités et du repli sur soi.

*Question à **Alexandre Florentin** : Vous êtes adjoint à la transformation de l'espace public. Vous retrouvez-vous dans les politiques publiques que vous êtes en train de mettre en œuvre ? Quelles sont vos difficultés principales ?*

Le politique est confronté au principe de réalité; les adjoints à la Maire en premier lieu, les conseillers municipaux sont confrontés eux aux enjeux de proximité souvent en décalage avec les décisions sur les grands projets. les points de blocage sont l'insuffisante formation des élus et des administrations, la temporalité très courte des mandatures car les changements structurels prennent du temps, l'inertie technico administrative et l'engre-

nage socio économique. C'est le modèle économique de la ville qui est en cause, par exemple + de 40% des GES viennent du tourisme, cela n'est pas pris en compte dans le plan climat ; l'urgence de la survie implique aussi l'énergie de transformation que la population recèle, il faut donc lutter contre les abattages d'arbres, privilégier la pleine terre, limiter le développement des bureaux qui sont probablement de futurs espaces en déshérence..

Débat avec la salle

Le débat a mis en évidence :

- l'absence de consultation des populations sur les grands projets et la montée en puissance de lois qui restreignent les droits des citoyens.
- la complexité de certains phénomènes car la densité en ville peut induire malgré la pollution une durée de vie en bonne santé plus longue car les urbains marchent davantage qu'en zone rurale où la voiture est dominante et les équipements sanitaires plus dispersés.
- la ville polycentrique devrait être privilégiée (ex Copenhague) avec des transports collectifs à coûts acceptables et des espaces de respiration entre les zones urbanisées.

• ATELIERS : Construire des propositions pour un Paris vivable.

En raison des conditions créées par la COVID, les ateliers se sont déroulés en séquences successives et non simultanées, ce qui a réduit les temps de débats.

Atelier 1 : Santé et urbanisme (Albert Levy et Tangi Le Dantec)
(voir en PJ power point de A.Levy et article Le Monde du 15.10.2020)

Bref rappel historique : l'antiquité nous éclaire sur les liens entre pandémie, ville et politique (effondrement d'Athènes lié à la peste ; résilience de Rome avec ses aqueducs, ses égouts et vespasiennes..). Le XIXème siècle sera le siècle de l'hygiénisme, en revenant à Hippocrate, dans une période où la médecine était incapable à résoudre la propagation des épidémies à répétition, on se tourne vers l'espace et l'environnement.

Santé et forme des villes seront très liés. La médecine impuissante au 19è siècle a donc fait appel aux architectes et urbanistes pour des solutions préventives (cités ouvrières cités jardins, cités utopiques...).

Les grands travaux haussmanniens (1853-1870) avaient aussi pour objectif la lutte contre les épidémies : le projet urbain du Baron portait sur 3 grands systèmes : système de per-

cées et d'îlots nouveaux, système de jardins et d'espaces verts, système d'adduction d'eau et d'égouts. Il contribuera par cet « urbanisme d'assainissement » à améliorer la santé publique dont la grande loi sera votée plus tard en 1902. L'urbanisme naît en 1911 avec la création de la SFU. Face au fléau de la tuberculose qui se poursuit, on connaît les germes responsables mais on est démuné de vaccins et d'antibiotiques, l'espace et l'environnement sont à nouveau convoqués dans les années 1920-30 : deux grands modèles d'urbanisme hygiéniste verront le jour qui vont totalement remodeler la forme urbaine de la ville traditionnelle : le modèle progressiste de la ville fonctionnelle des CIAM (1928-1956) avec son manifeste la Charte d'Athènes (1933) et celui de la ville diffuse de F L Wright, modèle opposé à la ville dense et compacte américaine, prônant une « disparition » de la ville dans le paysage (« Disappearing city »), qui impactera fortement la suburbanisation des USA. Deux solutions urbanistiques proposées à la crise sanitaire de l'époque. Cette alliance entre urbanisme et médecine se dénouera à la fin des années 1960, avec les progrès fulgurants de la médecine et la critique de l'urbanisme hygiéniste, réducteur de la complexité urbaine.

La pandémie du COVID19 aujourd'hui, face à une médecine à nouveau impuissante, malgré tous ses progrès, nous oblige à réfléchir à nouveau sur la ville et l'urbanisme et à prendre en compte la santé environnementale comme réponse à la crise sanitaire.

Atelier 2 : Nature et dédensification (Yves Jouanique et Isabelle Madesclaire)

Paris, on le sait, concentre population et emplois, ce qui en fait la capitale la plus dense d'Europe ; pourtant, il se construit chaque année 200 000 m² supplémentaires.

Paris est une ville très minérale avec 29,6 km² d'espaces verts pour une superficie de 100 km². S'il existe néanmoins une certaine biodiversité, nombre d'espèces animales sont en forte régression (papillons, moineaux ...). Les nombreux espaces verts privés (6km²) sont mis à mal par la pression immobilière.

La Ville de Paris a décidé d'engager une révision générale du PLU pour élaborer un nouveau PLU qu'elle qualifie de bioclimatique. Elle a également décidé de consulter des parisiennes et des parisiens ainsi que des associations en engageant une « Conférence citoyenne ». Les travaux de notre atelier pourront nourrir des propositions concrètes autour des thématiques de dédensification, de sauvegarde de la nature et de préservation de la biodiversité.

Contenir les constructions nouvelles, sauvegarder la pleine terre et les espaces encore libres, protéger réellement les espaces verts privés, la faune et la flore qu'ils abritent ... doivent être des objectifs majeurs d'un futur PLU « bioclimatique ». (voir en annexe contribution de FNE Paris au PLU bioclimatique)

En se référant à l'histoire de l'urbanisme, on peut rappeler que les modulations de la construction ont été introduites dès la promulgation de la loi sur la Santé Publique de 1902, qui a introduit la notion de prospect, où la hauteur des constructions est relative à la largeur des voies. On n'a jamais vécu le modèle pur de ville-sanatorium,

heureusement ! Les premiers plans d'aménagement et d'urbanisme issus de la loi Cornudet 1919-1924 ont bien entendu assoupli ces principes dans les réalités des lieux, ce qui a permis de modérer les appétits de construction. La loi de 1942 a poursuivi cette tendance, en prévoyant la reconstruction comme on le sait.

On doit aussi rappeler la deuxième grand période de « dédensification » entre guillemets celle de 1975-77 , avec le retour aux centres, où les densités usuelles ont été comprimées de moitié et les grandes opérations d'urbanismes ont été stoppées. Il existe donc, inhérent à l'urbanisme en France, un mouvement continu en faveur de la protection du tissu existant et la modération des densités à construire. On voit ce mouvement dans le PLU de Paris des années 2000, où les protections de bâtiments et d'espaces verts ont été développées et renforcées.

On se trouve aujourd'hui dans une nouvelle phase où il faut stopper les grandes projets, contrôler et modérer les densifications en cours, et reformuler les grands équilibres entre le bâti et le végétal. Ainsi, il faudra examiner dans quelle mesure des compensations des émissions du CO2 de la construction par le végétal est possible - ou non. La politique actuelle de densification des villes en dépend.

Atelier 3 : Mobilités actives et partage apaisé de l'espace public (Anne Faure Rue de l'avenir)

L'impact des déplacements dans le champ de la santé environnementale est très important : les déplacements motorisés produisent de nombreuses pollutions et nuisances et en particulier, bruit et accidents de la circulation. A l'inverse, les modes actifs de déplacement, marche et vélo, constituent une activité physique qui préserve la santé de ceux qui les pratiquent, ce qui représente une économie importante en termes de coûts sociaux.

Plus que dans tout autre domaine, le problème est d'échelle métropolitaine et ne peut se résoudre par des mesures limitées à la capitale. La réduction de la place de l'automobile et le déploiement des modes actifs demandent, en particulier, une augmentation de l'offre de transports collectifs en Ile-de-France et la poursuite du réseau vélo métropolitain. La reconfiguration des voies lourdes, et notamment du périphérique parisien, peut permettre de diminuer l'espace dédié aux véhicules motorisés et de planter les espaces reconquis. Une refonte du plan de circulation à Paris est toutefois nécessaire pour augmenter l'efficacité des transports collectifs et améliorer les interfaces entre Paris et les communes limitrophes.

Nous sommes en train de vivre une crise sanitaire qui a mis l'accent sur les modes actifs, accélérant dans certains cas des projets déjà étudiés. La mise en place du dé-confinement a fait apparaître le poids très important donné aux mesures pro-vélo et le manque d'attention porté à la marche, phénomène récurrent, alors que les piétons sont les principaux acteurs de la ville apaisée et les meilleurs clients du commerce de proximité.

Trois associations se sont regroupées dans le collectif « Place aux Piétons » pour dénoncer cette lacune et ont fait pression pour un rééquilibrage. Le CEREMA a produit, sous cette pression, un guide « piétons/dé-confinement » et organisé un webinaire sur ce

thème (700 inscrits). Une enquête nationale sur la « marchabilité » des villes va bientôt être lancée.

Atelier 4 : Démocratie et dialogue (Jean Claude Boual Collectif des associations citoyennes)

La démocratie est toujours un combat difficile et permanent. Les décisions sont souvent « le fait du prince », y compris quand il y a « concertation ». La question est donc comment sortir du « fait du prince » et mettre en place des processus de décision qui fasse que la décision découle du débat loyal, et non de la décision d'un seul, même si dans ce processus le rôle des élus du suffrage universel est spécifique. Il ne suffit pas d'être oint par le suffrage universel pour être compétant sur tout. Ce processus de prise de décision est bien autre chose qu'une simple concertation, ou une simple consultation qui ne sont que des moyens de conserver le pouvoir pour les institutions.

Une des première condition de la démocratie est l'information qui doit être accessible, complète et permanente. Nous savons tous qu'un bon moyen de conserver le pouvoir est de conserver l'information. Et en tant qu'association quand nous apprenons, ou que nous avons accès à un dossier alors que celui-ci est déjà quasiment bouclé, que la concertation consiste essentiellement à informer et au mieux adapter le projet à la marge, et encore, nous ne sommes pas dans un processus démocratique. L'accès à l'information est donc essentiel pour une bonne démocratie, nous ne pouvons que regretter que les dispositions de la convention d'Aarhus sur l'environnement soient peu mise en œuvre par les autorités publiques et qu'au contraire au niveau national comme européen le secret des affaires et le secret de fabrication aient été considérablement renforcé récemment, et nous soient régulièrement opposés.

La question est vraie à tous les niveaux, local, régional, national et européen , jusqu'au niveau mondial. Le chemin à parcourir est donc considérable pour une implication des citoyens dans les processus de décision. Pour Paris, nous le voyons bien avec les projets d'aménagement, les permis de construire, malgré les promesses de campagne, et malgré beaucoup d'instances de « concertation (SICA, commissions divers...) il est difficile de peser sur la décision et souvent nous arrivons trop tard, car informés trop tard pour réagir avec efficacité. Avant les élections municipales , des associations dont le Mouvement associatif, FNE , le Collectif des associations citoyennes ont signé avec la municipalité une « Charte d'engagement réciproque » qui prévoit entre autre, la création d' un Conseil des Associations parisiennes (70 000 associations à Paris). Il faut mettre rapidement ce Conseil en place et le faire fonctionner, ce peut être un moyen pour améliorer le travail entre les associations et la municipalité. Ce conseil doit se décliner eu niveau des arrondissements.

Mais Paris n'est pas seul au monde et son aménagement et son fonctionnement ne peuvent se concevoir sans la métropole, sans la région. Or à ces niveaux, c'est le trou noir démocratique à la métropole et guerre mieux, le trou gris foncé à la région, et le vide sidéral pour le Grand Paris.

Au niveau national, nous allons d' état d'urgence en état d'urgence et sommes confronté à l'adoption frénétique de lois plus liberticides les unes que les autres, urgence sanitaire,

loi dite d'accélération et simplification de l'action publique (loi ASAP) en cours de discussion, sans parler de celles qui ont été votées depuis le début du quinquennat, et celles qui nous sont promises, loi 3D (Décentralisation, Déconcentration, Différenciation) qui toutes sans exception contiennent des dispositions qui limitent les possibilités d'intervention des citoyens et des associations dans les débats publics qui sont de plus en plus réduits, voire supprimés, ou pour ester en justice.

Nous avons une demi-heure pour en débattre et trouver la parade !

Le débat a aussi porté sur la composition et le fonctionnement de la « Convention citoyenne » de Paris constituée pour l'élaboration du PLU bioclimatique, dont le choix des participants a été biaisé par une information sélective, et dont le fonctionnement n'est pas satisfaisant.

ANNEXES

Annexe 1. Interview de Dominique Bourg à France Culture "Nous aurions tout intérêt à voir dans ce qui arrive un ultime avertissement de la nature »

30/03/2020

Pour le philosophe, la crise sanitaire provoquée par le coronavirus sera temporaire mais la crise climatique en cours sera bien plus grave car irréversible.

Pour Dominique Bourg, "ce qui nous arrive n'est pas sans lien avec la destruction des écosystèmes et cette destruction va nous conduire à une planète inhabitable".

Il y a tous ceux qui ont tiré la sonnette d'alarme depuis des années. Leur discours : nos sociétés sont condamnées à court terme, la planète est épuisée, le système économique à genoux bercée par l'illusion "d'une croissance infinie dans un monde fini". Pourtant, les alertes scientifiques, notamment sur la crise climatique en cours, n'ont pas rencontré d'écho auprès des décideurs. La crise sanitaire du coronavirus sera-t-elle l'occasion de rebattre les cartes ? Les prises de parole en ce sens se multiplient.

Professeur émérite à l'institut de Géographie et de Durabilité à l'Université de Lausanne, ancien président du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot tête de liste "Urgence écologie" aux élections européennes de 2019, [Dominique Bourg](#) évoque à son tour "le jour d'après". Sans trop d'illusion.

Tout d'abord, êtes-vous surpris par l'ampleur de ce choc sanitaire lié au coronavirus qui se transforme en crise mondiale ?

Entre une chose que l'on peut penser, craindre et sa réalisation, cela n'a rien à voir. Notre manière de comprendre change du tout au tout quand on passe d'une hypothèse abstraite à une réalité. Je vous donne un simple exemple. En début d'année, un scientifique du climat me disait : *"Moi-même, je suis un modélisateur, j'ai fait ça toute ma vie. Eh bien, depuis l'été 2018, je ne regarde plus mes modèles de la même manière. Parce qu'on est passé de modèle abstrait à une réalité que je ressens dans mon propre corps."* C'est très important et je pense que la leçon vaut pour tout le monde. Effectivement, entre dire "il y a un risque, ça peut nous arriver" et le vivre, très sincèrement, cela n'a pas grand-chose à voir.

Certains ont alerté sur l'extension incessante des activités humaines prédatrices des écosystèmes qui favorise les pandémies, elles-mêmes nourries par une mondialisation effrénée...

C'est ce que l'on dit depuis trente ans. Il y a une relation totalement destructive et profitant à un tout petit nombre d'individus sur Terre des écosystèmes, du système Terre en général. Une attitude totalement destructive. Avec une pure logique de marché, une pure logique de court terme en pensant qu'il n'y a pas de société mais que des individus.

On se retrouve cette fois-ci démunis face à la mort. Et la mort avec le Covid-19 n'est pas très drôle. C'est une mort horrible. On ne le dit pas mais c'est une mort épouvantable. Ce qui se passe est quelque chose d'assez extraordinaire et j'espère bien qu'on ne va pas revenir à l'état d'avant.

"On peut lire ce qui nous arrive comme une forme d'avertissement"

Quand Nicolas Hulot, ex-ministre de l'Écologie que vous connaissez bien, parle d'"[une sorte d'ultimatum de la nature](#) et d'humanité confrontée à ses limites", vous souscrivez ?

Oui, même si la nature n'est pas la seule à nous avertir. Mais ce qu'il veut dire est très clair : effectivement, nous autres humains aurions tout intérêt à voir dans ce qui nous arrive un ultime avertissement de la nature. Parce que ce qui nous arrive n'est pas sans lien avec la destruction des écosystèmes et cette destruction va nous conduire à une planète inhabitable. Quand on est confronté au coronavirus, c'est déjà extrêmement difficile mais la dégradation continue du climat, le fait qu'il y a aura des zones entières sur Terre qui ne seront plus habitables à cause de la montée des températures et du taux élevé d'humidité de l'air, les 2 conju-

gués. C'est carrément toute la zone tropicale, et même au-delà, qui à 4 degrés de plus (et on sera à 2 degrés de plus en 2040) sera mortelle pour ses habitants plusieurs semaines par an. C'est autre chose que le coronavirus. Je vous rappelle que les dernières récoltes de sorgho, de coton et de blé en Australie ont été réduites de 66%. C'est ça le changement climatique. Et on pourrait parler des méga feux en Australie aussi.

"La crise climatique ne sera elle pas réversible"

Nicolas Hulot a mille fois raison : on peut lire ce qui nous arrive comme une forme d'avertissement. Le défi est de trouver une vitesse de croisière qui nous permette à terme d'avoir des émissions de gaz à effet de serre réduites. Et le problème avant cela, c'est la descente radicale et rapide avec laquelle on devrait procéder. Que ce soit le rapport du GIEC daté d'octobre 2018 ou le rapport 2019 de l'ONU, les deux disent la même chose : si on veut éviter d'exploser les 2 degrés d'ici la fin du siècle, cela signifie que l'on doit dans les dix ans réduire nos émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale de plus de 50%. D'ici 2030 !

Avec le coronavirus, on vit une crise sanitaire mondiale dont on ne sait pas si elle fera des dizaines ou des centaines de milliers de victimes. Ce qui est gigantesque en quelques mois et gravissime. Mais ça, c'est un moment. Avec le réchauffement climatique et l'effondrement des écosystèmes, ça va ensemble, c'est une dégradation au très long cours, sans qu'il y ait de réversibilité, sans qu'on puisse imaginer de sortie. Alors que l'on sortira un jour de la crise de coronavirus

Interrogé par un conseiller de France Culture, l'économiste et écrivain Jacques Attali fait le constat suivant : "[L'humanité n'évolue significativement que lorsqu'elle a vraiment peur](#)". La crise sanitaire que nous traversons, la peur qu'elle suscite nous fera-t-elle fatalement évoluer vers une société plus résiliente ?

Il y a peur et peur. Evidemment, nous autres humains, on ne bouge pas si on n'a pas des émotions et la peur est une des émotions qui nous fait bouger. Mais attention, quand la peur se transforme en panique, cela peut nous figer ou alors on prend des décisions qui sont des décisions absurdes. Mais là on peut espérer - mais vous savez l'humanité est bizarre - que, pas simplement la peur mais la peur d'un côté et l'expérience d'un changement radical du quotidien de l'autre avec le coronavirus, c'est quelque chose qui devrait plutôt être un moteur pour nous amener enfin à concevoir la nécessité de devoir changer sur la longue durée nos comportements.

"S'attaquer à la crise climatique, c'est s'attaquer à du structurel et c'est une autre affaire"

D'autant que cet épisode du coronavirus montre que l'on peut prendre des mesures urgentes, très radicales et coûteuses aussi pour s'adapter à un danger qui nous menace. Pourquoi ne serait-ce pas possible face à l'urgence climatique ?

Parce que l'on s'attaque à du structurel. Trouver un nouvel équilibre de nos sociétés n'est pas une mince affaire. C'est toute la difficulté de ce qui est devant nous. C'est vraiment un changement de civilisation que l'on doit conduire de façon rapide, consciente et volontaire.

Les citoyens y sont-ils prêts selon vous ?

Absolument. Plusieurs sondages récents disent en gros qu'une majorité de la population française a déjà réalisé une sorte de bascule culturelle. Je dis bien seulement culturelle. Cela n'amène pas forcément les gens à changer leur comportement, ni même, c'est le plus facile, leur bulletin de vote. Mais en tout cas, ils ont compris que le monde consumériste sans limites était fini et que quelque chose comme une sobriété allait s'imposer. C'est quand même déjà très intéressant.

Je pense donc qu'il y a une espèce de pédagogie de fond qui a connu un coup d'accélérateur extrêmement important avec l'été 2018, parce que c'est la première fois qu'on a vraiment senti en Europe ce qu'était le réchauffement climatique. La démission de Nicolas Hulot a dû jouer aussi son rôle. Voilà. Un mouvement est parti, une bascule des esprits qui est en cours et puis arrive évidemment cet événement gigantesque qui est ce coronavirus à l'échelle mondiale.

"Il va falloir se battre contre la tentation des politiques ...de ne rien changer"

Qu'est-ce qui peut l'emporter entre des promesses de changement de modèle à l'avenir évoquées en France par Emmanuel Macron et "un énième sauvetage", disent les écologistes, du système économique actuel ? Avec actuellement dans le monde,

des pays comme la Pologne, qui demandent déjà à remettre à plus tard les efforts à mener dans la lutte contre la crise climatique.

L'attitude de la Pologne ou de certaines multinationales sont intolérables, insupportables. Et là, il va falloir se battre. Dès maintenant et à la sortie de la crise du coronavirus. On sait que l'imaginaire des néo-libéraux est restreint, limité ! Ce sont les gagnants du système et ils n'ont aucune envie d'en changer. Les grands pétroliers, tous les grands acteurs économiques ne veulent pas changer. Et le gouvernement actuel a mené cette politique néo-libérale avec un certain talent depuis plus de deux ans. En détricotant les services publics avec une hypocrisie fondamentale sur la biodiversité et le climat. On a pu voir que rien n'avait bougé après la crise financière de 2008 et les promesses de Nicolas Sarkozy. Il n'y a pas de raison de penser que ce qui existe déjà ne va pas être reproduit mais simplement ils vont devoir le faire dans un contexte très différent. Le coronavirus n'est pas la crise financière. La crise financière de 2008 a eu un impact économique non négligeable et un impact démocratique puisqu'elle a beaucoup contribué ensuite à la montée des populismes. Mais il s'agit là d'une crise de l'économie réelle. Le monde réel est affecté. Et si cette crise se prolonge dans un pays démuni face à l'événement, comme l'est la France, le pays ne sera plus seulement démuni mais ruiné.

Assiste-t-on à une réhabilitation de la parole scientifique avec cette crise du coronavirus ?

Déjà, le mépris affiché jusque là vis-à-vis des scientifiques vient des politiques et des économistes. Quand vous voyez que dans les articles des grandes revues d'économie néo-classique, il y en avait 0,07% qui concernent l'environnement, vous comprenez qu'il y a un petit problème. Et ces revues constituent la source d'inspiration de nos politiques.

En revanche, regardez la jeunesse, la grève des jeunes pour le climat, le mouvement "Extinction Rebellion", etc., beaucoup mettent en avant nos connaissances scientifiques notamment sur le climat.

Mais attention : les scientifiques interviennent sur le diagnostic mais beaucoup moins sur les solutions. Il y a une différence entre diagnostic et prise de décision. Avec le coronavirus, on a une interaction entre politiques et sciences qui est très différente de celle qui se passe quand on parle de climat.

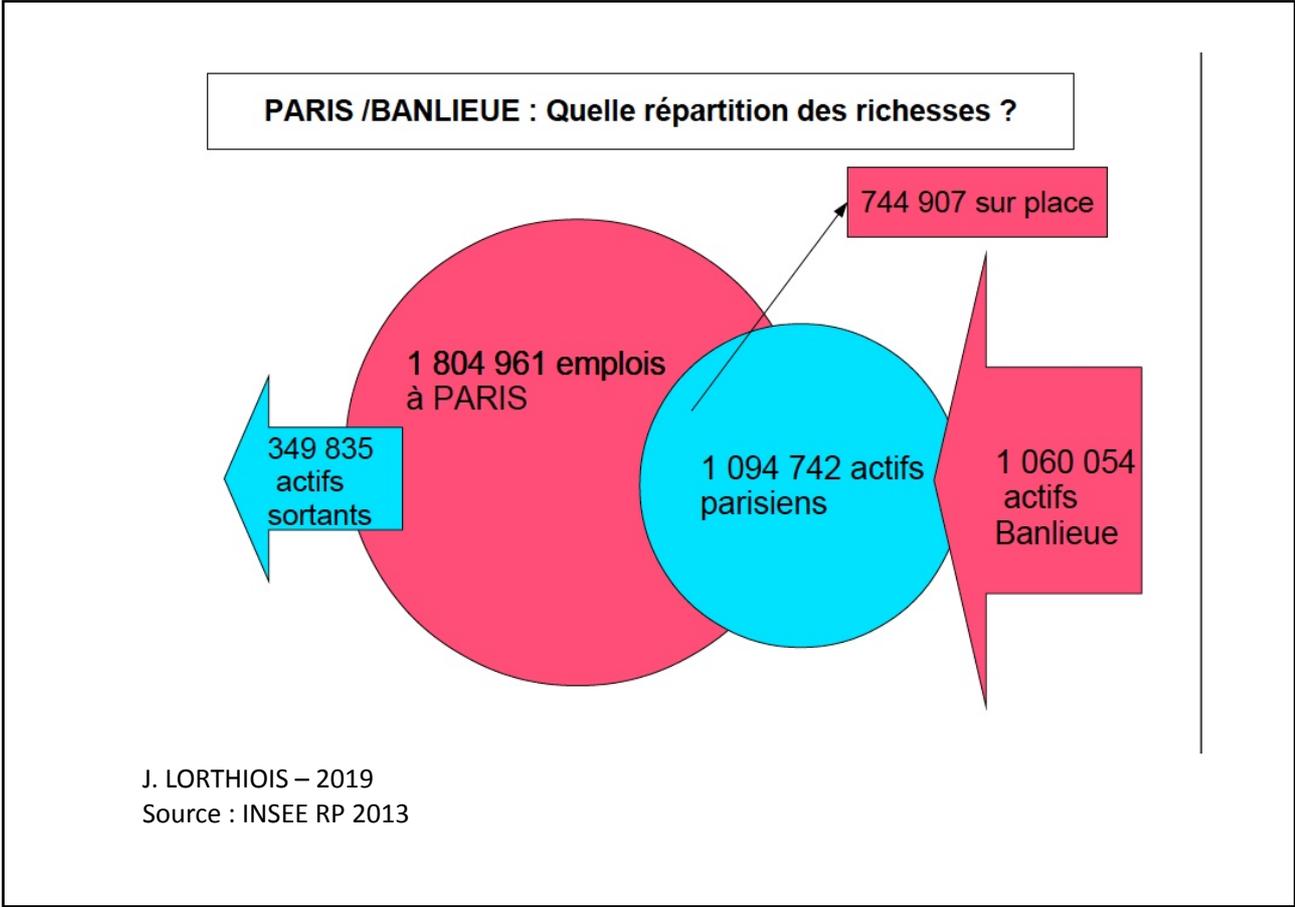
"Vite, redonner des moyens aux services publics"

Quels changements appelez-vous de vos vœux à l'avenir dans le sens d'une société plus résiliente face aux crises ?

Je reste philosophe et comme le dit Hegel "*Ce n'est qu'au début du crépuscule que la chouette du Minerve (déesse de la sagesse dans la mythologie romaine dont le symbole est la chouette) prend son envol*". Nous ne sommes donc pas sortis de cette affaire. Et là, on produit des analyses à chaud. Il faudra produire des analyses à froid et avec distance. Une analyse à chaud est toujours pleine de risques.

En tout cas, cet événement et la façon dont on y fait face montrent et mettent vraiment en évidence l'absence et l'impuissance de l'Etat. De façon très claire. Ce ne sont pas les soignants qui diront le contraire. Quand on a à faire à une crise de cette ampleur là, les pouvoirs publics deviennent un agent décisif car le marché par définition ne va pas vous mettre de côté un milliard et demi de masques comme cela a été fait pour la crise du H1N1 par Roselyne Bachelot. Seul un Etat peut anticiper, veiller, garantir. Il doit être plus vigilant, voir plus loin, avoir un mode de raisonnement qui ne soit pas enfermé dans l'actualité mais qui tienne compte des crises précédentes et à venir. C'est le rôle de l'Etat pour assurer la sécurité de ses citoyens. Et le paramètre "santé" est le paramètre fondamental. On voit le résultat des politiques néo-libérales qui ont détruit plus de 17 000 lits d'hôpitaux, anéanti les réserves de masques et qui ont tout renvoyé à des agences locales. Tout cela dans un esprit "tchatchérien" ridicule, cinquante ans après. Faut vraiment être "con" passez-moi l'expression.

Annexe 2 . tableau Jacqueline Lorthiois /échange ville/banlieue



Annexe 3. Le Monde du 15 octobre 2020- Tribune Albert Levy

« Une politique climatique à Paris ne peut être efficace qu'à grande échelle, au moins régionale »

Albert Levy Urbaniste

Albert Levy, architecte et urbaniste, estime que le plan local d'urbanisme bioclimatique voulu par la Ville de Paris doit être étendu à l'ensemble du Bassin parisien, pour vraiment prendre en compte les enjeux écologiques de la métropole.

La Ville de Paris a mis en place, le 26 septembre, une conférence citoyenne pour réviser son plan local d'urbanisme (PLU), qui devra être le premier PLU bioclimatique de France. L'agence Etat d'esprit a été mandatée pour sélectionner 100 citoyens, 70 dans Paris et 30 dans la petite couronne, représentatifs aux niveaux paritaire, socioprofessionnel, domiciliation, composition familiale et tranches d'âge. Cette pratique de démocratie participative rappelle la convention citoyenne pour le climat organisée par l'Etat, [qui a remis près de 150 propositions en juin](#).

La conférence citoyenne métropolitaine aura, de même, pour tâche de définir, d'ici au 17 octobre, les grands axes d'action de la Ville de Paris en matière de lutte contre le réchauffement climatique à intégrer dans son futur document d'urbanisme : c'est un virage à 180° de la politique de bétonisation et de densification de la précédente mandature Hidalgo, qui se poursuit, hélas (vingt-trois platanes viennent d'être abattus quai d'Ivry pour laisser place à une tour).

Lire aussi [Plus de végétalisation et de concertation... Paris veut adapter son plan local d'urbanisme à l'urgence climatique](#)

Après la cascade de plans (climat, canicule, biodiversité, Paris pluie, santé environnementale, etc.) adoptés par la Ville, après les innombrables recherches et études sur cette question, les expériences urbanistiques diverses et variées réalisées un peu partout en France et dans le monde, et après le travail de la convention citoyenne sur le climat, on peut se demander ce que cette nouvelle initiative va apporter de neuf à Paris pour orienter son action sur le climat. Un surcroît de légitimité pour sa future politique environnementale ? L'élaboration de ce PLU bioclimatique soulève, au moins, deux réserves.

Vers une ville postcarbone

La première concerne l'échelle pertinente de l'action. La question climatique est mondiale, la solution ne peut donc être qu'internationale. La Chine et les Etats-Unis émettent à eux seuls près de la moitié des gaz à effet de serre dans le monde, la France 1 %.

Malgré les réunions annuelles des COP et l'injonction répétée de baisser les émissions de CO₂ pour tendre vers une neutralité carbone en 2050, la consommation mondiale d'énergies fossiles n'a cessé de croître, entraînant l'inexorable réchauffement de la planète, avec ses conséquences dramatiques : incendies, inondations, fonte des glaciers, rétrécissement de la banquise, tempêtes et tornades violentes, canicules, sécheresse, déshydratation et érosion des sols, causant exils et migrations massives de populations...

Lire aussi [Urbanisme à Paris : fini le « règne de la voiture, du bitume et du béton »](#)

Face à ces événements climatiques extrêmes, une politique d'adaptation des villes et de protection s'impose, surtout pour une métropole comme Paris, particulièrement vulnérable aux vagues de chaleur en raison de sa densité excessive, de sa forte minéralité et de sa faible proportion de végétation par habitant.

Lutter contre l'îlot de chaleur urbain et ses effets sanitaires délétères doit devenir l'objectif prioritaire de l'urbanisme bioclimatique, en renforçant la place de la nature en ville : végétaliser les rues et les places, diversifier la végétation, verdir façades et toitures, développer l'agriculture urbaine, les jardins partagés, les parcs, les trames vertes et bleues, stopper l'artificialisation des sols, déminéraliser les sols, favoriser l'infiltration naturelle des pluies, encourager la phytoépuration, restaurer les cours d'eau...

Ces mesures d'adaptation au dérèglement climatique doivent être également accompagnées d'une politique à plus long terme de transition énergétique, visant à atténuer la consommation des énergies fossiles dans tous les secteurs urbains (transport, habitat, tertiaire, consommation) et à leur substituer des énergies renouvelables, pour tendre vers une ville postcarbone.

Course à l'échalote

Cette politique climatique d'adaptation et d'atténuation ne peut être efficace qu'à grande échelle, au moins régionale. L'échelle de la ville est insuffisante et non pertinente pour un contrôle climatique véritable. C'est, au moins, au niveau de la région parisienne et du bassin d'emploi, avec ses 12 millions d'habitants, qu'il faut agir : le schéma directeur de la région Ile-de-France et le schéma de cohérence territoriale métropolitain, dans lesquels le PLU de Paris est inséré, ont commencé à se saisir de la question en intégrant les enjeux « air, énergie, climat » dans leurs objectifs.

La région a même organisé, les 16 et 17 septembre, une conférence sur le climat qui a abouti à 192 mesures visant à faire de l'Ile-de-France une région ZEN (zéro émission nette) et ZAN (zéro artificialisation nette).

On a le sentiment que, face aux défis climatiques, l'Etat, la région et la ville sont engagés dans une course à l'échalote, alors qu'une collaboration est indispensable sur ces enjeux et qu'une coordination, aux différentes échelles et instances, au-delà des clivages politiques et administratifs, est nécessaire.

Lire aussi [Dans l'ouest de Paris, des riverains vent debout contre la « bétonisation » de l'île Seguin](#)

La seconde réserve porte sur la métropolisation parisienne et la prise en compte de la pandémie qui sévit. Paris est le pôle central de la métropole parisienne, non de la Métropole du Grand Paris (MGP), qui exclut les 5 millions de Franciliens du périurbain, mais de la métropole régionale formée par ce bassin d'emploi où vivent 12 millions d'habitants. Entre la ville-centre et ses multiples « périphéries » (banlieue + périurbain + couronne multipolarisée + « espace » des réseaux nationaux et mondiaux propre aux métropoles), une interdépendance étroite s'est constituée.

Le problème, à présent, est de savoir si l'on veut maintenir cette organisation spatiale métropolitaine – avec son étalement énergivore, produit d'une histoire économique et sociale, une structure certes productive et créative, mais qui a engendré de profondes inégalités territoriales et d'énormes dégâts environnementaux et climatiques – ou si l'on veut réformer la métropole parisienne dans un sens plus soutenable, en rapport avec le nouveau régime climatique, et quelle forme alors lui donner : pour certains, dont le philosophe Dominique Bourg, l'expression « métropole durable » est un oxymore.

Sus à la métropolisation

Face au risque d'effondrement, conséquence de l'aggravation de la crise écologique et, maintenant, de la crise sanitaire et économique que nous connaissons, est-on prêts à revoir la métropolisation et son double, la mondialisation, « *deux faces d'une même réalité* », selon le sociologue Pierre Veltz ? Les critiques et mises en cause récentes de la mondialisation et de la métropolisation dans la responsabilité de la pandémie et sa diffusion se sont, en effet, multipliées. On parle de plus en plus de souveraineté économique, de relocalisation industrielle, d'autosuffisance alimentaire, de mettre fin au consumérisme....

La question qui se pose donc pour Paris, et pour la métropole parisienne, c'est le devenir de ses aéroports géants (débat sur le terminal 4 à Roissy-Charles-de-Gaulle), de ses gigantesques gares TGV transformées en hypercentres commerciaux (débat sur l'aménagement de la gare du Nord), de ses grands hôtels internationaux (aujourd'hui vides ou fermés), de ses tours de bureaux bling-bling (tours Duo et tour Triangle), de ses centres d'exposition et palais des congrès démesurés, ainsi que des méga-événements comme les Jeux olympiques.

Lire la tribune d'Albert Levy : [« Paris est vulnérable aux canicules »](#)

Avec la remise en cause de la mondialisation et de la métropolisation, c'est cet « espace » des réseaux internationaux, caractéristique des métropoles, qui est aujourd'hui à reconsidérer. Signe précurseur : Europacity, mégacomplexe franco-chinois de commerces et de loisirs de plus de 3 milliards d'euros, prévu dans le nord de la région parisienne, [a été annulé en 2019 par les pouvoirs publics](#).

Cette structure spatiale métropolitaine énergivore, avec ces équipements métropolitains, ces architectures et ces méga-événements ne sont pas sans impact, direct ou indirect, sur le climat. Ils devraient donc être pris en considération dans le débat sur le futur PLU bioclimatique de Paris, dont le cadre doit être élargi à l'échelle régionale, avec une réflexion à mener sur la transition écologique de l'ensemble du territoire francilien.

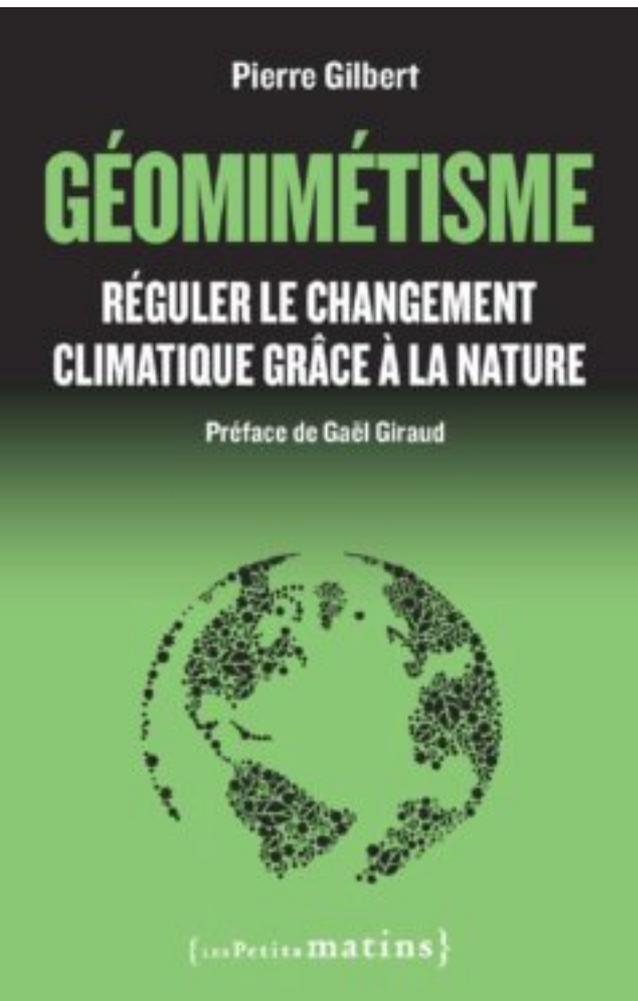
Albert Levy est architecte et urbaniste, chercheur associé au laboratoire Lavue UMR CNRS 7218

Annexe 4. Power Point Urbanisme climat santé A.Levy

**Annexe 5. Contribution de FNE Paris
pour un PLU Bioclimatique octobre 2020**

(voir documents en PJ)

Annexe 6. Présentation du livre de Pierre Gilbert



Quelle est notre meilleure alliée pour combattre le changement climatique ? La technologie pure, encore et toujours, comme le fantasment les tenants de la géoingénierie ? Non : la nature elle-même, à condition qu'on le lui permette.

Le géomimétisme – en référence au « biomimétisme », c'est-à-dire le fait de s'inspirer de l'action de la nature – désigne l'ensemble des pratiques dont nous disposons pour piéger le carbone atmosphérique dans les sols et les organismes vivants, dans le respect des cycles naturels et de la biodiversité. Car, pour combattre efficacement le réchauffement climatique, il ne suffit pas de réduire nos émissions de gaz à effet de serre – même si c'est essentiel –, il faut aussi capturer le trop-plein de CO₂ dans l'atmosphère.

L'exemple le plus évident de géomimétisme est celui de la reforestation, à même de rafraîchir le climat. Mais on peut également citer le développement de l'agroécologie, l'élargissement des zones humides, le renforcement du permafrost ou encore la constitution de puits de carbone océaniques. Cet ouvrage pionnier détaille de façon claire et rigoureusement chiffrée l'intérêt de ces méthodes pour l'humanité et propose, en conséquence, des pistes réalistes pour des politiques publiques à la hauteur de l'enjeu.

Pierre Gilbert a travaillé pour le ministère des Armées sur les liens entre changement climatique et sécurité. Il dirige la rubrique « écologie » du média en ligne *Le vent se lève*.

Date de parution 03/09/2020, 185 p., 16 euros